

GUATEMALA, CONSULTATION ...POPULAIRE ?



Dans le cadre de l'avalanche d'informations parvenues d'autres parties du monde, dont beaucoup d'un intérêt incontestable, une nouvelle a réussi à se faire une petite place et c'est la tenue hier au Guatemala d'une consultation prétendument populaire pour trouver une solution définitive au différend frontalier entre ce pays et le Belize.

Il s'agit d'un contentieux qui a ses racines dans le pillage colonial européen qui, depuis son irruption dans notre continent en 1492, s'est approprié, occupé, divisé, volé et exploité des terres et des êtres humains, séparé des peuples historiquement unis et créé des différences artificielles suivant les intérêts des métropoles et des oligarchies.

Comme chacun sait, ce qu'est aujourd'hui le Belize, situé dans le nord-est de l'Amérique Centrale, territoire habité par l'une des civilisations les plus grandes et développées de cet hémisphère, la Maya.

Des guerres d'usure, des accords et des désaccords entre les métropoles anglaise et espagnole ont permis à la perfide Albion d'occuper la moitié nord de cet endroit dans le but d'exploiter des bois précieux . Sa soif de richesses l'a poussée à étendre sa domination vers l'extrême sud à embouchure du fleuve

Sarstun.

En 1859, le Guatemala, pays auquel, après l'indépendance de l'Espagne, appartenait légalement Belize, a accédé à le reconnaître comme une colonie britannique en échange de la construction d'une route reliant la capitale et le lointain département du Peten, engagement que Londres n'a jamais tenu. Les gouvernements successifs du Guatemala ont oublié la question et seulement, de temps en temps, une revendication était entendue.

Finalement, en 1991, le Guatemala a reconnu l'indépendance de Belize qui avait été accordée par l'empire britannique 10 ans avant, mais il n'y a jamais eu de traité formel sur le tracé des frontières, ce qui a été laissé au hasard d'une ligne imaginaire appelée « zone d'adjacence » dans laquelle l'on ne sait pas où termine un pays et où commence l'autre, ce qui a été à l'origine de nombreux conflits.

La consultation d'hier avait pour objectif de déterminer si les Guatémaltèques sont d'accord pour laisser aux mains de la Cour Internationale de Justice de La Haye le tracé définitif des frontières. On espère qu'une consultation similaire sera organisée au Belize ce qui mettrait fin au problème.

Le problème est que sur presque 7 millions et demi de personnes seuls 23,74%, seules un peu plus de 1 million 600 mille personnes, se sont rendues aux urnes ce qui démontre, d'une part, le pouvoir réduit de convocation du gouvernement de Jimmy Morales et d'autre part, qu'il s'agit d'un thème peu intéressant pour une population accablée des problèmes pressants de leur vie quotidienne dont la violence, le chômage, la pauvreté, les maladies et l'indifférence de leurs autorités.

Il est vrai que sur le nombre de votants, 95,9% ont dit Oui à la proposition de porte l'affaire devant la Cour Internationale de Justice de La Haye, mais ils n'ont représenté que 1 adulte sur quatre ayant le droit de vote et les autres ont préféré rester chez eux ou travailler pour faire face à une vie de plus en plus dure.

Si le président Morales a voulu gagner un peu de reconnaissance avec cette consultation, très peu populaire, il n'y a pas réussi et il sera mieux qu'il centre son attention sur des questions qui intéressent vraiment les gens et pour lesquelles il a été élu.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/160012-guatemala-consultation-populaire>



Radio Habana Cuba